



La santé, c'est l'affaire de toutes et tous. Mobilisons-nous ensemble le 16 juin !

Depuis plus d'un an, les personnels de la santé, du médico-social, toutes catégories confondues, sont mobilisés pour exiger plus de moyens pour bien travailler au service de la population notamment les plus fragiles. Plus de moyens matériels et humains, une reconnaissance de leur métier et de leur qualification sur le bulletin de salaire.

Durant des mois, ils et elles ont été souvent raillés voire ignorés par les pouvoirs publics et le gouvernement, plus souvent à même de critiquer l'organisation du travail, le temps de travail que de mettre en avant leur propre responsabilité dans une gestion uniquement budgétaire des politiques de santé depuis plusieurs décennies.

La santé n'est pas un coût mais un investissement

C'est dans ces conditions très difficiles que l'ensemble de ces personnels ont dû affronter de façon exemplaire la crise sanitaire du coronavirus. Ils et elles ont travaillé sans compter pour soigner, sauver des vies parfois au détriment de la leur. Cette période particulière a mis en avant la nécessité d'avoir un système de santé et de protection sociale solidaire mais elle a également révélé à grande d'échelle, tous les maux et toutes les attaques subies, ces dernières décennies. Nous avons été très nombreux à les avoir applaudis le soir, à les avoir chaleureusement remerciés, mais ces remerciements ne peuvent se solder par la remise d'une médaille ou de primes à géométrie variable !

Aujourd'hui, c'est un autre soutien qui est nécessaire car il faut des réponses concrètes aux revendications comme aux moyens dédiés à la santé et à la protection sociale dans notre pays.

Lors du lancement du Segur de la santé, le Premier ministre annonce vouloir garder le cap. Alors que le gouvernement devrait prendre en considération l'ensemble des questions qui sont posées autour des problèmes de santé et de son financement, il est à craindre que ce Segur soit une imposture. Comment faire confiance à un gouvernement qui s'est régulièrement contredit sur les stocks de masques et qui laisse les salariés travailler sans protection, avec du matériel inadapté ou en nombre insuffisant ?

Il est temps d'en finir avec les discours compatissants, mais sans lendemain, et de passer aux actes. C'est pourquoi la CGT porte le projet d'une sécurité sociale intégrale financée à 100 % par des cotisations sociales, salariés et employeurs. Il faut renforcer la Sécurité sociale en intégrant de nouveaux droits comme la perte d'autonomie des personnes âgées ou celles en situation de handicap, quel que soit l'âge, dans la branche maladie.

En cette période de déconfinement progressif du pays, de multiples problèmes sont posés pour l'ensemble de la population. Pour la CGT, il n'est pas question de les remettre à plus tard ou de les évacuer au nom de la reprise économique, comme le suggèrent déjà le Medef et le gouvernement.

Dans la sortie de crise sanitaire qui s'amorce, ils voudraient que tout redevienne comme avant ou pire. Des voix s'élèvent déjà chez les libéraux de tous poils pour augmenter le temps de travail ou reparler du fameux « coût du travail » comme un handicap majeur pour la compétitivité du pays. Ils cherchent à instrumentaliser la crise pour imposer des reculs sociaux et notamment la baisse des salaires, puis l'austérité dans les dépenses publiques pour payer la dette. Ces projets sont inacceptables !

Après avoir salué hypocritement ceux qu'on nomme désormais « les premiers de corvées » ils vont encore plus les fragiliser et creuser les inégalités qui se sont amplifiées avec la crise sanitaire. Alors que 450 milliards ont été dépensés pour aider les entreprises, l'annonce de restructurations et de suppressions d'emplois dans les entreprises privées, publiques comme dans les services publics sont inadmissibles. Une nouvelle fois, c'est au monde du travail que gouvernement et Medef veulent faire payer cette crise.

Au contraire, la CGT revendique :

- une vraie rupture avec les politiques économiques et sociales ;
- l'annulation de la réforme de l'assurance chômage et celle des retraites ;
- l'augmentation des salaires ;
- la reconnaissance des qualifications ;
- une réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire pour partager le travail et ainsi travailler tous et mieux.

Ce sont des leviers essentiels pour la croissance, l'emploi et contre les inégalités. La CGT a produit un document, « Le progrès social et environnemental, c'est possible et urgent », avec de multiples propositions concrètes pour le monde de demain.

Beaucoup de salariés luttent pour défendre leur emploi, leur santé, leurs conditions de travail, leurs droits dans de nombreux secteurs, tout comme les jeunes, les privés d'emplois ou les précaires encore plus fortement impactés. Les salariés de la Fonderie de Bretagne (56) chez Renault viennent de faire la démonstration, par la mobilisation, que des succès sont possibles.

La CGT apporte son soutien :

- **à tous les travailleurs et toutes les travailleuses en luttés**, comme à Maubeuge (59) où la population s'est mobilisée aux côtés des salariés afin de revendiquer le maintien de tous les emplois. Engageons-nous auprès de toutes celles et tous ceux qui luttent pour imposer d'autres choix ;
- **aux manifestations contre les violences policières et contre le racisme**, elle réclame la fin de l'état d'urgence et des restrictions sur le droit à manifester dans l'espace public.

Parce que la santé est l'affaire de toutes et tous, la CGT soutient les mobilisations en cours nommées « les mardis de la colère » dans la santé et appellent l'ensemble des citoyennes et des citoyens à prolonger leurs applaudissements en s'engageant dans ces mobilisations.

Toutes et tous ensemble le 16 juin, pour la santé et le progrès social !



Syndiquez-vous sur [cgt.fr](https://www.cgt.fr)

